

Publications périodiques

Comptes annuels

DE LAGE LANDEN LEASING

Société par Actions Simplifiée au capital de 20 155 037,16 euros
Siège social : 53 avenue Jean Jaurès - Immeuble Le Mermoz - 93350 Le Bourget
393 439 575 R.C.S. Bobigny

Comptes sociaux au 31 décembre 2017 approuvés par décisions de l'Associé Unique en date du 31 mai 2018

I. — Bilan

En euros

Actif		N	N-1
Caisse, banques centrales, C.C.P	010	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	020	0	0
Créances sur les établissements de crédit	30	25 283 576	21 111 931
Opérations avec la clientèle	48	156 900 275	166 379 852
Obligations et autres titres à revenu fixe	60	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	70	0	6 973
Participations et autres titres détenus à long terme	91	0	0
Parts dans les entreprises liées	100	2 410 219	2 410 219
Crédit-bail et location avec option d'achat	110	370 142 002	336 143 486
Location simple	120	166 468 349	154 325 669
Immobilisations incorporelles	130	13 987	25 282
Immobilisations corporelles	140	2 234 620	1 807 664
Capital souscrit non versé	150	0	0
Actions propres	160	0	0
Comptes de négociation et de règlement	165	0	0
Autres actifs	170	6 184 757	1 397 122
Comptes de régularisation	180	8 731 686	8 538 206
Total de l'actif	L98	738 369 472	692 146 404

Passif		N	N-1
Banques centrales, C.C.P	300	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	310	9 422	249 898
Opérations avec la clientèle	348	642 546 371	604 426 173
Dettes représentées par un titre	350	0	0
Autres passifs	360	13 933 461	13 691 719
Comptes de régularisation	370	38 694 729	40 046 285
Comptes de négociation et de règlement	375	0	0
Provisions	380	1 492 634	1 800 640
Dettes subordonnées	430	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	420	1 886 947	1 886 947
Capitaux propres (hors FRBG)	435	39 805 907	30 044 742
Capital souscrit	440	20 155 037	20 155 037
Primes d'émission	450	0	0
Réserves	460	1 153 291	1 078 048
Ecarts de ré-évaluation	470	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	475	0	0
Report à nouveau	480	8 736 414	7 306 794
Résultat de l'exercice	490	9 761 165	1 504 863
Total du passif	L99	738 369 472	692 146 404

Hors-bilan		N	N-1
Engagements donnés			
Engagements de financement	615	118 983 446	94 501 947
Engagements de garantie	635	0	20 337
Engagements sur titres	655		
Engagements reçus			
Engagements de financement	705	50 000 000	50 000 000
Engagements de garantie	715	83 352 435	87 835 834
Engagements sur titres	735		

II. — Compte de résultat

En euros		N	N-1
+ Intérêts et produits assimilés	500	3 448 086	3 959 585

- Intérêts et charges assimilées	505	-5 114 182	-6 368 593
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	510	161 215 391	148 031 342
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	515	-141 803 515	-129 377 688
+ Produits sur opérations de location simple	520	81 559 801	85 810 554
- Charges sur opérations de location simple	525	-72 196 506	-79 262 090
+ Revenus des titres à revenu variable	530	5 100 000	4 590 000
+ Commissions (produits)	540	33 549	38 765
- Commissions (charges)	545	-901 551	-1 932 133
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	550	35 624	1 337
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	555	106 281	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	560	1 390 157	1 156 364
- Autres charges d'exploitation bancaire	565	-238 880	-309 203
Produit net bancaire	600	32 634 255	26 338 240
- Charges générales d'exploitation	605	-18 896 524	-19 959 446
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	610	-1 764 842	-2 101 286
Résultat brut d'exploitation	620	11 972 889	4 277 509
+/- Coût du risque	625	-2 775 875	-2 736 423
Résultat d'exploitation	630	9 197 014	1 541 085
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	640	1 678 687	51 585
Résultat courant avant impôts	650	10 875 701	1 592 670
+/- Résultat exceptionnel	655	257 146	-76 017
- Impôt sur les bénéfices	660	-1 371 682	-11 790
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	665	0	0
Résultat net	690	9 761 165	1 504 863

III. — Affectation du résultat

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice s'élevant à 9.761.164,61 euros comme suit :

- Bénéfice	9.761.164,61 euros
Compte « Report à Nouveau » positif avant affectation	8.736.413,63 euros
- Somme affectée au compte « Report à Nouveau »	9.273.106,38 euros
- Compte « Report à Nouveau » positif après affectation	18.009.520,01 euros
<i>Somme affectée à la Réserve Légale</i>	488.058,23 euros

Il ne sera pas distribué de dividendes pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

L'Associé Unique reconnaît en outre, conformément à l'article 243 Bis du Code Général des Impôts, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices clos les 31 décembre 2016, 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée par l'Associé Unique.

IV. — Annexe aux comptes annuels

Arrêtés au 31 décembre 2017

I. Affiliation de la société et présentation de l'activité

La société De Lage Landen Leasing S.A.S., société de financement au capital de 20 155 037 €, est détenue par un associé unique, la société De Lage Landen France S.A.S.

Selon ses statuts, la société De Lage Landen Leasing S.A.S. peut effectuer les opérations suivantes :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier et à titre accessoire crédit-bail immobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Achat et vente à terme différé,
- Octroi de caution, couverture et garantie de bonne fin,
- Opérations d'affacturage, encaissement de factures et d'effets de commerce à titre accessoire,
- Financement de stock, à titre accessoire et au bénéfice des clients fabricants de matériels ou assimilés,
- Toutes opérations de service pouvant se rattacher aux opérations ci-dessus et notamment la souscription de polices d'assurance, ainsi que toutes opérations de financement, gestion et recouvrement découlant de contrats de crédit, de crédit bail, de location et d'affacturage.

Les opérations actuelles sont :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Financement de stock, à titre accessoire.

A. Information concernant l'activité de l'exercice

Dans un environnement économique en récession, la société De Lage Landen Leasing n'a pas souffert de problème de liquidité.

Le produit net bancaire s'est élevé à 32 634 K€ en 2017 contre 26 338 K€ en 2016.

B. Obligations en matière de consolidation

Compte tenu de la structure du Groupe (De Lage Landen Leasing S.A.S., détenue à 100 % par De Lage Landen France S.A.S., elle-même détenue à 100 % par la banque néerlandaise RABOBANK) et en application de la réglementation bancaire et financière, les sociétés du Groupe De Lage Landen France sont exonérées de publier des comptes consolidés.

Conformément aux articles L233-17 et R233-15 du code de commerce, il est précisé qu'aucun actionnaire ne s'oppose à l'exemption de publication des comptes consolidés.

II. Faits significatifs de l'exercice

Le nouvel agrément de DLL Leasing en qualité de société de financement est effectif depuis le 16 février 2016.

Dans le cadre de partenariats conclus avec des fabricants et distributeurs français et internationaux, DE LAGE LANDEN LEASING SAS est habilitée à réaliser :

- A titre principal, auprès d'une clientèle de professionnels-clients des partenaires susmentionnés ou partenaires-, les opérations de crédit suivantes :

- 1) Crédit-bail mobilier
- 2) Financement de biens mobiliers par le biais de crédits classiques de toutes durées (court, moyen et long terme)
- 3) Cession de créances dans le cadre des articles L313-23 et suivants du Code Monétaire et Financier (« Loi Dailly »)
- 4) Financement de stocks

- A titre accessoire :

- 1) Affacturage
- 2) Crédit classique non affecté à l'acquisition d'un bien mobilier
- 3) Financement immobilier complémentaire d'une opération de financement mobilier

III. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes de la société ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables aux établissements financiers.

A. Présentation des états financiers

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

B. Modes et méthodes d'évaluation

Les dispositions concernant le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs sont entrés en vigueur depuis le 1er janvier 2005.

Toutefois, l'avis du Comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité du 4 octobre 2006, a exclu du champ d'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06, les opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées.

La société applique le règlement n° 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués suivant la méthode dite des coûts historiques.

Les dispositions concernant le règlement CRC 2009-03 du 3 décembre 2009 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours ont été mises en application au 31/12/2011.

Le montant à la clôture du 31/12/2017 restant à étaler est de 403 K€ créditeur contre 337 K€ créditeur au 31/12/2016.

	Au 31/12/2016	Augmentation	Diminutions	Au 31/12/2017
Frais d'activation	-337	-232	166	-403
Totaux	-337	-232	166	-403

C. Principes comptables

1. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Ces postes comprennent l'ensemble des éléments se rapportant à l'activité de crédit-bail, location avec option d'achat et location simple (biens loués et créances rattachées).

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation dans la limite de la dégressivité admise fiscalement et sans pouvoir être inférieur à l'amortissement linéaire minimal.

Concernant le mode dégressif, la société a tenu compte du coefficient majoré pour les immobilisations acquises depuis le 1er février 1996 et de la diminution du coefficient pour les biens acquis depuis le 1er janvier 2001.

La société n'a pas utilisé la possibilité de recourir à la majoration temporaire du coefficient d'amortissement dégressif de 0,5 point, pour les biens éligibles à l'amortissement dégressif acquis ou fabriqués entre le 4 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 (loi 2008-1443 du 30 décembre 2008, art 29 ; CGI art. 39 A 1. modifié).

Outre les loyers courus et non échus, les créances rattachées comprennent les comptes débiteurs de la clientèle se rapportant à ces activités, ainsi que les dépréciations afférentes.

Les créances impayées depuis plus de 3 mois sont classées en créances douteuses et font l'objet d'une dépréciation appréciée en fonction du risque de non recouvrement.

Des dépréciations sur créances des apporteurs d'affaires et des clients sont constituées après une analyse individuelle de chaque dossier.

Les valeurs nettes comptables des matériels, liés à ces contrats, sont dépréciées sous déduction d'un prix de revente ou de recommercialisation estimée du matériel. La méthodologie de valorisation des matériels est revue périodiquement.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location avec option d'achat qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable et font l'objet de dépréciation sur la base de la valeur estimée des matériels.

2. Créances

Les créances et crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

2.1 Encours sains

Il s'agit des encours non porteurs de risque de crédit avéré y compris les encours restructurés avec un classement dans une sous-catégorie pour les encours restructurés à des conditions hors marché.

2.2 Encours douteux

La comptabilisation des encours en créances douteuses s'effectue en application du règlement CRC 2002-03 modifié par le règlement 2005-03.

Il s'agit des encours pour lesquels sont constatés :

- Des impayés de plus de 3 mois pour l'équipement.
- Une situation financière dégradée, même en l'absence d'impayé.
- Une procédure contentieuse.

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat, ils entrent dans la base de calcul de la dépréciation des pertes probables avérées.

2.3 Encours douteux compromis

Il s'agit des encours pour lesquels :

- La échéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée.
- La dépréciation est obligatoire compte tenu du caractère irrécouvrable de la créance.
- Un passage en perte est envisageable.

Par ailleurs, sont classés en encours douteux compromis :

- Les encours douteux qui après un retour en encours sain ne respectent pas les nouvelles échéances fixées et présentent un risque élevé de perte.
- Les encours restructurés présentant de nouvelles défaillances et un risque élevé de perte.

Les intérêts sur encours douteux compromis ne sont pas comptabilisés.

2.4 Revue mensuelle des contreparties et dépréciations

Une revue mensuelle des risques avérés est effectuée par le département contentieux afin de déterminer :

- Le reclassement en encours sain dans le cas d'une reprise régulière des paiements pendant une période significative ou d'un retour à une situation financière saine n'entraînant plus un risque de non recouvrement.
- Le maintien en encours douteux si la situation de la contrepartie est identique à celle ayant entraîné le classement en encours douteux.
- Le déclassement en douteux compromis lorsque le caractère irrécouvrable de la créance est confirmé.

Cette revue est aussi l'occasion d'ajuster le niveau des dépréciations en fonction de l'estimation, dossier par dossier, des chances de récupération compte tenu de la situation et des perspectives de la contrepartie, de la valeur estimée des garanties, de l'état des procédures en cours et de la valorisation de l'actif.

La dépréciation vient en déduction des encours correspondants, elle ne peut être inférieure aux intérêts enregistrés et non encaissés.

Le taux de dépréciation appliqué à la créance douteuse est proportionnel au risque attaché à celle-ci.

3. Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire des titres de participation est la quote-part de l'actif net dans la participation

4. Immobilisations propres

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

Le matériel informatique est amorti suivant le mode linéaire ou dégressif, sur une durée allant de 1 à 4 ans.

Les agencements, aménagements, installations sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 7 ans. Le mobilier et matériel de bureau sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 10 ans.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues de contrat location simple qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable. Elles font l'objet de dépréciations sur la base de la valeur estimée des matériels.

5. Créances et dettes libellées en devises

Les créances et dettes libellées en devises sont converties et comptabilisées en euros sur la base du dernier cours de change.

Les écarts de conversion actif font l'objet d'une provision pour dépréciation.

6. Dettes

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

7. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées individuellement.

8. Produits d'exploitation

Il s'agit principalement des loyers de crédit-bail, location simple, intérêts, et commissions assimilées comptabilisées pour leur montant couru, constaté prorata temporis.

D. Informations complémentaires

Il n'est pas tenu compte, dans le résultat comptable, de la quote-part de résultat correspondant à la participation de la société De Lage Landen Leasing S.A.S, dans la société AGCO Finance S.N.C.

Le CICE est inscrit au compte de résultat en diminution des charges sociales et fiscales pour un montant de 61 K€. La totalité du crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi acquis en 2017 a participé au financement des immobilisations acquises au cours de l'exercice 2017.

Les chiffres présentés sont en milliers d'euros.

IV. Notes sur le bilan (Actif)

1. Opérations de trésorerie et interbancaire

Créances sur Ets de Crédit	Au 31/12/2016	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2017
A vue						
Comptes ordinaires	10 882	12 980	0	0	0	12 980
Valeurs non imputées	10 230	12 304	0	0	0	12 304
Totaux	21 112	25 284	0	0	0	25 284

2. Opérations avec la clientèle

Créances sur clientèle	Au 31/12/2016	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2017
Prêts - Créances loi Daillly (1) (3) (4)	83 070	31 668	31 642	10 137	145	73 592
Prêts à terme (2)	83 308	44	12 982	70 282		83 308
Totaux	166 378	31 712	44 624	80 419	145	156 900
(1) dont intérêts courus non échus	173					110
(2) dont intérêts courus non échus	181					44
(3) dont créances douteuses	318					371
(4) dont provisions sur créances douteuses	-280					-248

3. Parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées restent inchangées.

Parts dans les entreprises liées	Forme juridique	Capital social	Part du capital détenue	Résultat au 31/12/2017 en K€	Quote part du résultat	Participations au 31/12/2017 en K€
AGCO FINANCE SNC Avenue Blaise Pascal BP 743 60007 BEAUVAIS	SNC	4 724	51%	13 612 509	6 942 380	2 410

4. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Les valeurs brutes et les amortissements des opérations de crédit-bail et assimilées s'analysent comme suit :

Valeurs Brutes	Au 31/12/2016	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2017
Crédit-bail	620 684	179 352	100 487	699 549
Location avec option d'achat	23 271	3 356	7 575	19 052
Location simple	338 046	85 390	89 545	333 891
ITNL / CBM - Location Option Achat	8 309	5 113	6 815	6 607
Immobilisations en cours	14 031	27 856	14 032	27 855
Totaux	1 004 341	301 067	218 454	1 086 954

Amortissements	Au 31/12/2016	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2017
Crédit-bail	301 020	128 401	86 326	343 095
Location avec option d'achat	18 626	2 646	5 900	15 372
Location simple	198 483	72 421	73 068	197 836
ITNL / CBM - Location Option Achat	6 649	3 940	5 707	4 882
Totaux	524 778	207 408	171 001	561 185

Provisions Valeur Nette Comptable	Au 31/12/2016	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2017	Base au 31/12/17
Crédit-bail - Location Option Achat	2 154	631	2 040	745	3 744
ITNL / CBM - Location Option Achat	11	0	11	0	0
Location simple	466	221	379	308	1 410
Totaux	2 631	852	2 430	1 053	5 154

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat de crédit-bail et assimilé contentieux en fonction de la valeur probable de revente des matériels.

L'augmentation des provisions sur la Valeur Nette Comptable de 599 K€ correspond pour un montant de 628 K€ à la dotation des contrats nouvellement douteux en 2017. La différence correspond à l'ajustement des valeurs probables de revente et de la Valeur Nette Comptable des contrats constatés en douteux les années précédentes.

La réserve latente avant impacts fiscaux est égale à la différence entre l'encours financier des contrats de crédit-bail et assimilés et la valeur nette comptable des matériels correspondants. Sur cette base, en valeur brute, la réserve latente globale est évaluée en euros à 75 083 K€ au 31 décembre 2017 contre 78 086 K€ en 2016.

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
Clients douteux	17 531	13 532
<i>Dont compromis</i>	14 565	11 911
Dépréciation Clients Douteux	-14 972	-11 988
<i>Dont compromis</i>	-14 221	-11 564

Le montant des créances rattachées s'élève à 12 020 K€.

5. Immobilisations incorporelles

Valeurs Brutes	Au 31/12/2016	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2017
Logiciels	376	10		386
Totaux	376	10	0	386

Amortissements	Au 31/12/2016	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2017
Logiciels	352	20		372
Totaux	352	20	0	372

6. Immobilisations corporelles

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat de location simple et assimilé contentieux en fonction de l'estimation du taux de récupération du matériel.

Valeurs Brutes	Au 31/12/2016	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2017
Immobilisations propres	2 746	18		2 764
ITNL / LS	2 929	12 727	11 027	4 629
Totaux	5 676	12 745	11 027	7 394

Amortissements	Au 31/12/2016	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2017
Immobilisations propres	1 120	368		1 488
ITNL / LS	2 747	11 322	10 398	3 671
Totaux	3 867	11 690	10 398	5 159

7. Autres actifs

Autres Actifs	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
Dépôts et cautionnements versés	255	244
Avances et acomptes versés	15	15
Etat - T.V.A.	324	4 885
Personnel et comptes sociaux	110	97
Débiteurs divers hors groupe	555	921
Débiteurs divers groupe	138	23
Autres créances	0	0
Totaux	1 397	6 185

8. Informations relatives aux transactions entre parties liées

Désignation de la partie liée	Montant des transactions en K €	Informations complémentaires
AGCO FINANCE SNC	0	Autres actifs
	48	Frais de gestion refacturés
	474	Charges refacturées
CARGOBULL FINANCE	172	Autres passifs
	0	Frais de gestion refacturés
	172	Brokering facturé
KOMATSU	108	Autres actifs
	831	Frais de gestion refacturés
	156	Salaires refacturés et frais généraux
	97	Charges refacturées

9. Comptes de régularisation

Comptes de régularisation	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
Produits à recevoir	2 575	2 284
Charges constatées d'avance	5 923	6 360
Autres comptes	40	88
Totaux	8 538	8 732

- Produits à recevoir :

Ce poste comprend au 31/12/2017 1 812 K€ liés aux produits d'assurances à reverser contre 1 514 K€ au 31/12/2016.

Ce poste comprend également au 31/12/2017 68 K€ liés à des services contre 157 K€ au 31/12/2016.

- Charges constatées d'avance :

Ce poste comprend au 31/12/2017 5 139 K€ de commissions d'apporteurs d'affaires contre 4 742 K€ au 31/12/2016 et 90 K€ de charges diverses d'exploitation au 31/12/2017 contre 71 K€ au 31/12/2016.

V Notes sur le bilan (Passif)**10. Opérations de trésorerie et interbancaires**

Dettes Ets de Crédit	Au 31/12/2016	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2017
A vue						
Comptes ordinaires	250	9	0	0	0	9
Totaux	250	9	0	0	0	9

11. Opérations avec la clientèle

Dettes clientèle	Au 31/12/2016	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2017
Emprunts à terme	594 796	91 401	148 473	363 322	26 728	629 924
Autres comptes	9 629	12 622	0	0	0	12 622
Totaux	604 425	104 023	148 473	363 322	26 728	642 546

12. Autres passifs

Autres Passifs	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
Fournisseurs	11 542	10 121
Etat - T.V.A.	0	4
Etat – Autres dettes	164	1408
Personnel et organismes sociaux	65	65
Créditeurs divers hors groupe	15	15

Créditeurs divers groupe	206	254
Dépôts de garantie	0	350
Autres passifs	1 699	1 716
Totaux	13 691	13 933

13. Comptes de régularisation

Comptes de Régularisation	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
Charges à payer	6 139	5 270
Autres comptes	0	0
Produits constatés d'avance	33 907	33 425
Totaux	40 046	38 695

- Charges à payer :

Ce poste comprend au 31/12/2017 principalement 1 985 K€ de provisions pour congés payés, de primes ainsi que les charges sociales liées contre 2 169 K€ au 31/12/2016 et 1 947 K€ de provisions pour charges d'exploitation au 31/12/2017 contre 2 576 K€ au 31/12/2016.

- Produits constatés d'avance :

Ce poste comprend au 31/12/2017 principalement 18 599 K€ de loyers facturés non échus contre 18 547 K€ au 31/12/2016 et 14 407 K€ de loyers proratés (loyers perçus d'avance) au 31/12/2017 contre 13 971 K€ au 31/12/2016.

14. Provisions

	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Provisions pour Risques				
Provision perte de change (1)	40	53	5	88
Risque sur créances	15	0	11	4
Risques d'exploitation (2)	303	463	54	712
Provisions pour Charges				
Charges d'exploitation (3)	1261	650	1 287	624
Charges de syndication	60		60	0
Risque sur créances	122	60	117	65
Totaux	1 801	1 226	1 534	1 493

(1) La provision pour perte de change est liée à des écarts de conversion actif.

(2) La provision pour risques d'exploitation correspond à des risques juridiques, dans le cadre de nos relations contractuelles.

(3) Suite à la séparation des activités Financement d'équipement et Location de véhicules intervenue fin 2016 (cette dernière activité ayant été vendue au groupe Daimler), le groupe DLL a entrepris de se recentrer sur son activité historique de financement d'équipement et d'en accélérer le développement (projet Focus and Accelerate). Dans cette perspective, des changements d'organisation ont été identifiés concernant DLL France au cours de l'année 2017. Ces changements se traduisent dans certains cas par des départs de salariés. Une provision pour charges d'exploitation de 624 Keuros a été constituée afin de couvrir les coûts liés à ces départs.

15. Fonds pour risques bancaires généraux

F.R.B.G.	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Total	1 887	0	0	1 887

16. Capital souscrit et prime d'émission

Le capital social est composé de 1 322 509 actions de 15,24 euros chacune soit un capital de 20 155 037 euros.

Capitaux propres	Au 31/12/2016	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2017
Capital social	20 155	0	0	20 155
Réserve légale	1068	75	0	1 143
Réserve indisponible	10	0	0	10
Report à nouveau	7 306	1 430		8 736
Résultat	1 505	9 761	1 505	9 761
Totaux	30 044	11 266	1 506	39 804

Concernant la proposition d'affectation du résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2017 qui se solde par un bénéfice comptable de 9 761 K€, il sera affectée à la réserve légale conformément à la législation et au compte report à nouveau pour le solde.

Le résultat après impôts dilué par action s'élève à 7.38 € au 31 décembre 2017.

17. Entreprises liées

La société De Lage Landen International B.V., société mère et la filiale AGCO Finance S.N.C. et De Lage Landen France S.A.S. entrent dans le champ d'application des entreprises liées.

VI. Notes sur le compte de résultat

18. Produits et charges d'exploitation bancaire

a. Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit

Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit	2016	2017
Comptes à vue	2	10
Totaux	2	10

Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle

Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	2016	2 017
Comptes à vue	20	42
Prêts à terme	693	228
Créances commerciales	2 084	2 116
Crédits à l'équipement	1 129	946
Intérêts préfinancement	0	0
Autres produits assimilés	32	106
Totaux	3 958	3 438

b. Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit	2016	2017
Comptes à vue	1	28
Totaux	1	28

Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle

Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	2016	2 017
Comptes à vue	16	50
Emprunts à terme	6 278	5 035
Autres charges	74	1
Totaux	6 368	5 086

c. Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	2016	2017
Loyers	139 309	152 561
Plus-values de cession	5 105	6 014
Indemnités de résiliation	3 258	2 259
Autres produits	359	381
Totaux	148 031	161 215

d. Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	2016	2017
Dotations aux amortissements	121 429	132 178
Dotations aux provisions	610	631
Moins-values de cession	7 338	8 984
Autres charges de gestion CBM	0	10
Totaux	129 377	141 803

e. Produits sur opérations de location simple

Produits sur opérations de location simple	2016	2017
Loyers	76 935	71 210
Plus-values de cession	7 380	8 109
Indemnités de résiliation	903	1 722
Appel en garantie	0	0
Cession matériel refacturé	103	2
Autres produits	489	517
Totaux	85 810	81 560

f. Charges sur opérations de location simple

Charges sur opérations de location simple	2016	2017
Dotations aux amortissements	76 403	70 017
Dotations aux provisions	400	221
Moins-values de cession	2 078	1 682
Acquisition matériel refacturé	260	4
Autres charges	121	272

Totaux	79 262	72 196
--------	--------	--------

g. Ventilation des commissions

	2016	2017
Produits (cf L 540)		
Commissions de syndication	0	0
Autres produits de commission	39	34
Totaux	39	34

Il s'agit principalement de commissions d'apporteurs d'affaires.

	2016	2017
Charges (cf L545)		
Commissions apporteur d'affaires	592	44
Commissions sur vente	32	16
Commissions de gestion	1 237	777
Autres charges de commission	71	65
Totaux	1 932	902

Il s'agit principalement des commissions de gestion de notre partenaire Medidan.

h. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Sont comptabilisées dans ce poste les pertes et gains de change et écarts de conversion. Au 31/12/2017 un gain de change de 35k€ a été constaté contre 1k€ au 31/12/2016.

i. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

En 2017 un boni de liquidation de 10 6K€ a été constaté suite au transfert universel de patrimoine de DLL Material handlings dans DLL leasing S.A.S.

j. Autres produits et charges d'exploitation bancaires

Les autres produits d'exploitation bancaires s'élèvent à 1 390 K€ au 31/12/2017 contre 1 092 K€ au 31/12/2016. Il s'agit principalement de frais de gestion sur notre assurance Lease and loans.

Les autres charges d'exploitation bancaires s'élèvent à 238 K€ au 31/12/2017 contre 309 K€ au 31/12/2017. Il s'agit principalement du « brokering » Cargobull.

19. Charges générales d'exploitation

	2016	2017
Salaires, appointements et indemnités diverses	8 872	7 413
Charges fiscales et sociales sur rémunérations	3 798	3 029
Charges de personnel	12 670	10 442
Effectif moyen	105	94
Autres charges d'exploitation	7 289	8 454
Totaux	19 959	18 896

Autres charges d'exploitation : ce poste comprend principalement les frais de siège et honoraires divers.

L'effectif moyen en 2017 est de 94 salariés.

L'effectif au 31/12/2017 se décompose comme suit : 61 cadres et 34 non cadres.

20. Informations relatives aux honoraires des Commissaires aux Comptes

	2016	2017
Honoraires - commissariat aux comptes	119	161
Honoraires - Services Autres que la Certification des Comptes	0	0
Totaux	119	161

21. Coût du risque

Coût du risque	2 016	2017
Dotation dépréciation créances douteuses	-4 177	-3 591
Pertes sur créances irrécouvrables	-1 829	-7 100
Charges coût du risque	-6 006	-10 691
Reprise dépréciation créances douteuses	3 234	7 740
Récupérations sur créances amorties	35	175
Produits coût du risque	3 269	7 915
Totaux	-2 737	-2 776

22. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Ce poste comprend les plus ou moins-values générées par les cessions d'Immobilisations Temporairement Non Louées issues de contrats de location simple ainsi que les variations de provisions pour dépréciation des titres de participation.

Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2016	2017
Moins values de cession sur ITNL issus de contrat de location simple	776	344
Indemnités de résiliation ITNL	0	431
Moins values de cession sur immobilisations propres Inc-Corp	0	0
Prix de cession sur immobilisations propres	0	0
Plus values de cession sur ITNL issues de contrat de location simple	827	1 592
Totaux	-51	-1 679

23. Résultat Exceptionnel

Résultat Exceptionnel	2016	2017
Produits exceptionnels	274	447
Charges exceptionnelles	-350	-190
Totaux	-76	257

Au 31/12/2017, ce poste comprend principalement des produits sur exercices antérieurs pour 173 K, des charges sur exercices antérieurs pour 81k€ ainsi que des charges liées à des réconciliations de comptes clients grands comptes pour 23 K€.

24. Revenu des titres à revenu variable

La société De Lage Landen Leasing S.A.S. par sa filiale AGCO Finance S.N.C. a perçu des dividendes au cours de l'année 2017 pour 5 100K€.

25. Résultat fiscal et impôts

Le résultat fiscal fait ressortir un bénéfice de 4 242 K€.

Avant imputation des déficits reportables le résultat fiscal était de 9 484 K€. Il a été imputé sur ce bénéfice fiscal 5 242 K€ de déficits antérieurs. Ainsi, le déficit reportable s'établit à 20 557 K€.

Il n'y a pas de différences entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale

VII. Notes sur le hors-bilan

Engagements donnés

Engagements de financement	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
En faveur d'Etablissements de Crédit	0	0
En faveur de la Clientèle	94 502	118 983

Les engagements de financement donnés à la clientèle représentent principalement les accords de financement proposés à la clientèle dont la durée de validité est inférieure à trois mois.

Engagements reçus

Engagements de Garantie	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
Reçus d'Etablissements de Crédit	87 836	83 352

Engagements de financement	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
Reçus d'Etablissements de Crédit	50 000	50 000

Les engagements de financement reçus concernent principalement un accord de refinancement de la société DE LAGE LANDEN INTERNATIONAL BV pour un montant de 50 millions d'euros.

26. Gestion des risques

La gestion Actif - Passif ainsi que l'ensemble des risques et instruments utilisés dans le cadre de cette gestion sont transférés à De Lage Landen Ireland Co, centrale de trésorerie du groupe.

Par ailleurs, afin d'assurer une concordance totale entre les emprunts et les financements réalisés, un comparatif mensuel est établi entre le tableau d'amortissement de tous les emprunts en cours et le tableau d'amortissement de tous les contrats de financement réalisés avec les clients. Une réconciliation Actif - Passif est réalisée en parallèle.

27. Engagements au titre des indemnités de fin de carrière

Les engagements correspondant aux IFC ne sont pas constatés dans les livres de DLL Leasing SAS. Cependant, le montant est indiqué en annexe. Au 31 décembre 2017, ceux-ci s'élèvent à 299 K€. L'évaluation des engagements est calculée selon la norme IAS19 avec la méthode des unités de crédits projetées service prorata. Les hypothèses retenues sont :

- Un taux annuel d'actualisation de 1.35%
- Une revalorisation annuelle des rémunérations par tranche d'âge de 3,0%

- Un âge de départ à la retraite de 65 ans pour les cadres et de 62 ans pour les non cadres
- Un taux de rotation du personnel établi par tranche d'âge de 0% à 25%
- La table de survie INSEE F 2008-2010

28. Rémunérations des membres des organes d'administration

Cette information n'est pas produite car sa mention conduirait à indiquer indirectement une rémunération individuelle.

Intégration fiscale

La société De Lage Landen Leasing S.A.S. fait partie du groupe fiscal formé par les sociétés :

De Lage Landen France S.A.S.

La société De Lage Landen France S.A.S., tête de groupe, est seule redevable de l'impôt sur les sociétés.

VIII. Evénements marquants intervenus depuis la clôture de l'exercice

Aucuns événements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DE LAGE LANDEN LEASING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur les principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- Principes comptables appliqués

La note III.C.1 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux opérations de location simple, location financière et de longue durée.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables présentées ci-dessus et des informations fournies dans les notes annexes et nous sommes assurés de leur correcte application.

- Estimations significatives retenues

Votre société constate des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérent à ses activités selon les modalités décrites dans les notes III.C.2 et III.C.3 de l'annexe.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification et au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 mai 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Laurent Tavernier
Associé

RSM PARIS

Sébastien Martineau
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de DE LAGE LANDEN LEASING, sis au 53 avenue Jean Jaurès – Immeuble Le Mermoz – 93350 Le Bourget.